

Quand l'université s'arroge une conscience politique

En 1859, dans *De la liberté*, son ouvrage le plus célèbre, John Stuart Mill, l'un des plus grands penseurs libéraux de tous les temps, écrivait: "La valeur d'un État dépend à long terme de la valeur des individus qui le composent". Il en va de même pour les universités. La grandeur d'une université se définit par la qualité de la réflexion scientifique et de l'engagement de chacun de ses membres.

Tandis que l'État doit garantir à ses citoyens la liberté politique pour qu'ils puissent s'exprimer sans oppression, l'université doit garantir à ses chercheurs et enseignants la liberté académique pour qu'ils puissent produire du savoir sans subir de pressions idéologiques ni de militantisme institutionnel. Cette liberté académique individuelle est aujourd'hui remise en question.

Militantisme décomplexé

De plus en plus d'universités se comportent comme des acteurs politiques et prennent position sur les grands débats géopolitiques ou sociétaux de notre temps. En agissant de la sorte, elles outrepassent leur mission éducative et scientifique. Alors qu'on les voudrait protégées des modes et des injonctions partisans, elles glissent vers un militantisme institutionnel décomplexé. Qu'il s'agisse de questions politiques, éthiques ou économiques, elles prennent ouvertement parti – le mot est bien choisi – et se font le porte-voix moral d'une communauté composite qu'elles prétendent représenter. Cette dérive menace la diversité intellectuelle, dévoie la vocation des savoirs et expose leurs membres à des formes insidieuses d'ostracisme idéologique.

Or l'université, en tant qu'institution, n'a pas de conscience politique propre. Elle rassemble des étudiants, des chercheurs, des enseignants et des personnels aux convictions multiples, souvent contradictoires. Lorsqu'elle adopte une position politique officielle, elle le fait au nom de tous, qu'ils soient d'accord ou non. Personne n'a élu les rectrices ou recteurs pour s'exprimer à leur place sur des enjeux aussi sensibles. Et un fait demeure: ils ne sont pas élus pour exercer un mandat politique.

Ce militantisme institutionnalisé n'est pas neutre: il transforme les lieux de savoir en instruments de pression politique et brouille la frontière entre science et idéologie.

En Belgique, les recteurs et rectrices de plusieurs universités ont pourtant choisi de signer un texte éminemment politique appelant l'Union européenne, non pas à suspendre ou à rompre les relations diplomatiques avec le gouvernement de Benjamin Netanyahu, mais à exclure Israël de son accord d'association. Il s'agit d'une condamnation unilatérale de l'État d'Israël. Ce texte contraste avec le premier message beaucoup plus équilibré du nouveau souverain pontife, Léon XIV.

Pogrom méthodiquement perpétré

Ce texte ne rappelle même pas l'impératif de la libération des otages. Il ne contient aucune condamnation du Hamas qui est, sans contestation possible, le premier responsable de cette tragédie: en assassinant lâchement plus de 1200 personnes, femmes, enfants et personnes âgées, en décidant de ne pas libérer tous les otages, en refusant de capituler, il prend aussi son propre peuple en otage et le plonge délibérément dans un chaos suicidaire. Ce texte ne



poppe LS